



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 58.793/4
du 10 février 2016

advies 58.793/4
van 10 februari 2016

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions diverses en
matière de mobilité'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse bepalingen
inzake mobiliteit'

Le 11 janvier 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Mobilité à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses en matière de mobilité'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre les 3 et 10 février 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffiers.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur et Pauline LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 février 2016.

*

Op 11 januari 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen inzake mobiliteit'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 en 10 februari 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffiers.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur en Pauline LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 februari 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'avant-projet de loi examiné doit être soumis à la procédure d'analyse d'impact préalable de la réglementation en application de l'article 6 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.
2. Le chapitre 6 de l'avant-projet de loi examiné doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements de région, conformément à l'article 6, § 4, 3^o, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Chapitre 2. – Cellule d'investissement ferroviaire

Article 2

La dernière modification du titre I de la loi du 21 mars 1991 'portant réforme de certaines entreprises publiques économiques' est l'œuvre de la loi du 16 décembre 2015 'modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques'.

Le dispositif sera revu en conséquence.

Article 3

1. L'article 47/2 en projet attribue à la Cellule d'investissement ferroviaire qu'il crée, une compétence d'avis « non contraignant ».

En droit, un avis ne revêt en règle pas de caractère contraignant.

Toutefois, si tant est qu'il fallait lever un doute quant à la portée du concept d'avis et rappeler son caractère non contraignant, l'endroit le plus adéquat pour ce faire serait l'exposé des motifs ou le commentaire de l'article.

En tout état de cause, la précision selon laquelle l'avis est « non contraignant » dans le dispositif est inutile et sera omise.

La même observation vaut pour la suite de l'avant-projet.

2. L'article 3 de l'avant-projet prévoit que les avis de la Cellule d'Investissement ferroviaire « portent entre autres, sur [...] ». Ce faisant, la compétence d'avis de la Cellule d'Investissement est définie de manière extrêmement large. Il en est d'autant plus ainsi qu'elle peut remettre des avis d'initiative. Le commentaire des articles 2 et 3 n'évoque pourtant expressément que les points mentionnés par le nouvel article 47/2, en projet, de la loi du 21 mars 1991. Du reste, plusieurs autres organes consultatifs existent déjà.

Interrogé sur la question de savoir si l'intention du Gouvernement était réellement de donner une compétence consultative à ce point large à la Cellule d'Investissement, le délégué du Ministre répond que tel n'est pas le cas et que les mots « entre autres » seront supprimés.

3. Dans un souci de sécurité juridique et de bonne administration, il est recommandé de prévoir, dans le texte, le délai dans lequel les avis de la Cellule d'Investissement ferroviaire doivent être rendus. À tout le moins, il est recommandé de prévoir expressément que le Roi fixe un tel délai à l'expiration duquel, à défaut d'avis, l'autorité pourra passer outre.

4. À l'alinéa 3 en projet, il convient de préciser que l'arrêté est pris par le Roi.

Article 4

1. À l'article 4 de l'avant-projet, la préposition « de » sera ajoutée dans la dernière phrase du nouveau paragraphe 5, de l'article 162*decies* de la loi du 21 mars 1991, entre les termes « Par dérogation à l'article 26, alinéa 2, les éléments visés au § 2, 1° et 2°, sont approuvés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en tant que partie nécessaire à l'exécution des missions de service public de la SNCB » et les termes « son plan pluriannuel d'investissement ».

2. Différentes dispositions de l'avant-projet utilisent des expressions différentes :

« ministre de tutelle de la SNCB et Infrabel » ¹,

« ministre qui a les entreprises publiques dans ses attributions » ².

Dans un souci d'uniformité terminologique, il y a lieu d'utiliser l'expression « ministre des entreprises publiques », telle qu'elle est utilisée dans la loi du 21 mars 1991 à la suite des modifications introduites récemment par un arrêté royal du 11 décembre 2013 'portant réforme des structures de la SNCB Holding, d'Infrabel et de la SNCB', pris sur la base de la loi

¹ Article 4 (article 162*decies*, § 5, en projet).

² Article 4 (article 162*decies*, § 5, en projet).

du 30 août 2013 'relative à la réforme des chemins de fer belges'³, sans préjudice de la désignation d'un « ministre qui a la régulation du transport ferroviaire dans ses attributions ».

La section de législation ne voit pas la raison d'introduire une nouvelle terminologie ; celle qui existe ne porte par ailleurs pas préjudice à la répartition des attributions ministérielles.

La disposition sera revue à la lumière de cette observation et le commentaire de l'article sera, le cas échéant, complété.

Chapitre 3. – Administrateurs indépendants

Articles 6 et 7

Le commentaire des articles 6 et 7 de l'avant-projet précise :

« Les articles 162*bis* et 207 de la loi du 21 mars 1991 sont modifiés afin que les conseils d'administration et de la SNCB comportent chacun deux administrateurs indépendants (francophone et néerlandophone) parmi le nombre actuel de leurs membres. Il s'agit de deux administrateurs indépendants au sens du Code des Sociétés (à l'exception de l'article 526*ter*, 5°, c)). Il résulte de cette modification qu'il est utile de créer au sein du conseil d'administration des deux entreprises un regard extérieur sur les choix stratégiques à opérer ainsi que sur les décisions en matière de gestion journalière ».

L'article 526*ter*, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés prévoit que l'administrateur indépendant doit satisfaire aux conditions qu'il énumère et parmi celles-ci figurent celles énoncées au 5°, à savoir

« a) ne détenir aucun droit social représentant un dixième ou plus du capital, du fonds social ou d'une catégorie d'actions de la société ;

b) s'il détient des droits sociaux qui représentent une quotité inférieure à 10 % ;

– par l'addition des droits sociaux avec ceux détenus dans la même société par des sociétés dont l'administrateur indépendant a le contrôle, ces droits sociaux ne peuvent atteindre un dixième du capital, du fonds social ou d'une catégorie d'actions de la société ;

ou

– les actes de disposition relatifs à ces actions ou l'exercice des droits y afférents ne peuvent être soumis à des stipulations conventionnelles ou à des engagements unilatéraux auxquels le membre indépendant de l'organe de gestion a souscrit ;

c) ne représenter en aucune manière un actionnaire rentrant dans les conditions du présent point ».

Certes, ces conditions visent l'administrateur indépendant au sens des articles 524, 526*bis*, § 2, et 526*quater*, § 2, du Code des sociétés, c'est-à-dire l'administrateur indépendant appelé à siéger dans des occasions particulières réglées par le Code des Sociétés⁴.

³ Voir notamment l'article 162*nonies* de la même loi.

En outre, le législateur est compétent pour moduler les règles du Code des Sociétés pour les adapter à la situation particulière qu'il entend couvrir. Il n'en demeure pas moins que pour une correcte information du Parlement, il serait judicieux que le commentaire des articles 6 et 7 de l'avant-projet – par ailleurs muet à cet égard – soit complété afin d'y expliciter pourquoi il est indiqué, au regard du contexte spécifique ici concerné, d'exclure cette condition de ne représenter aucun actionnaire entrant dans les conditions énoncées aux points a) et b) de l'article 526^{ter} du Code des sociétés et plus précisément en quoi le fait de ne pas prévoir cette condition n'est pas de nature à biaiser le « regard extérieur » que l'auteur de l'avant-projet veut promouvoir.

Article 7

De l'accord du délégué du ministre, et comme cela ressort du commentaire des articles 6 et 7, les termes « Ces deux membres sont de rôles linguistiques différents. » seront ajoutés à la fin du nouvel alinéa 3, en projet, du paragraphe 1^{er}, de l'article 207 de la loi du 21 mars 1991.

Chapitre 5. – Modifications à la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des chemins de fer belges

Article 11

Afin de définir les règles particulières et les conditions en vertu desquelles HR Rail remplit les tâches qui lui sont imposées par la loi, il est prévu de recourir à une lettre générale de mission « à propos de laquelle la SNCB et Infrabel sont impliqués aux côtés de l'État et de HR Rail ».

Les compétences ainsi dévolues à la SNCB et Infrabel doivent être définies plus précisément. En effet, « l'implication » d'une entité peut prendre plusieurs formes allant de la transmission d'informations à l'octroi d'un pouvoir de décision.

Selon le commentaire de l'article 11, la lettre générale de mission « prendra la forme d'une convention à conclure entre l'État, Infrabel, la SNCB et HR Rail ». Si tel est effectivement l'objectif poursuivi, il est proposé de remplacer les termes « à propos de laquelle la SNCB et Infrabel sont impliqués aux côtés de l'État et de HR Rail » par les termes « qui prend la forme d'une convention à conclure entre l'État, Infrabel, la SNCB et HR Rail ». L'objet de cette convention doit être précisément défini dans le dispositif légal, le cas échéant, par renvoi aux articles pertinents de la loi du 23 juillet 1926 'relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges'.

⁴ En effet, l'article 524 du Code des sociétés règle la procédure à suivre pour toute décision ou toute opération accomplie en exécution d'une décision prise par une société cotée ; l'article 526^{bis}, § 2, concerne la composition du comité d'audit que les sociétés cotées doivent constituer au sein de leur conseil d'administration et l'article 526^{quater}, § 2, celle du comité de rémunération, à constituer au sein des conseils d'administration de ces mêmes sociétés cotées.

Par ailleurs, l'expression « les tâches qui lui sont imposées par la loi » figurant à l'article 31/1 en projet est vague et par conséquent génératrice d'insécurité juridique de nature à créer des difficultés lors de l'établissement de la convention.

Ainsi par exemple, la section de législation s'interroge sur la question de savoir comment les dispositions en projet s'articuleront avec l'habilitation déjà donnée au Roi par l'article 52, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 juillet 1926 d'établir « les règles et conditions particulières selon lesquelles HR Rail accomplit la mission de service public qui lui est confiée en vertu de l'article 23, 3^o », lequel mentionne l'organisation et la gestion du dialogue social au niveau des Chemins de fer belges comme tâche constituant la mission de service public de HR Rail.

Articles 12 à 26

1. L'article 114/1, alinéas 2 et 3, en projet définit deux notions :

– celle d'« organisation syndicale représentative » qui correspond à la notion figurant à l'article 116, d), actuel de la loi du 23 juillet 1926 ;

– celle d'« organisation syndicale reconnue » qui correspond à la notion d'« organisation syndicale représentative » à laquelle s'ajoute une condition supplémentaire à savoir « regroupe[r] également un nombre d'affiliés payants qui est au moins égal à 10 pourcents de l'effectif total du personnel d'Infrabel, de la SNCB et de HR Rail considérés collectivement ».

Le nouveau dispositif de l'article 114/1, alinéa 1^{er}, conduit à réserver aux organisations syndicales représentatives ou aux organisations syndicales reconnues non seulement, ce qui est déjà le cas aujourd'hui, les concertations prévues aux articles 75 et 76 de la loi du 23 juillet 1926 mais également, ce qui diffère de la situation actuelle, la participation à « la procédure de préavis et de concertation à l'occasion de conflits sociaux conformément au statut syndical des Chemins de fer belges ».

Par ailleurs, ces mêmes organisations représentatives ou reconnues sont également les seules à avoir le droit de siéger dans les groupes de travail constitués au sein de la Commission Paritaire Nationale (article 122/1 en projet), au sein du Comité de pilotage (article 123 en projet), des commissions paritaires régionales (articles 126/1 et 126/2 en projet), des comités d'entreprise stratégiques (article 128, § 1^{er}, alinéa 2, en projet), de la Commission Paritaire⁵ Nationale pour la prévention et la protection au travail (article 144, § 2, alinéa 2, en projet) et du Comité National des Œuvres sociales et du Sous-comité des Œuvres sociales (article 151 en projet) ainsi qu'à pouvoir déposer des listes de candidats aux élections sociales (article 114/1, alinéa 1^{er}, 4^o, en projet) qui seront organisées en vue de composer les commissions paritaires régionales, les Comités d'entreprise pour la prévention et la protection au travail et les Comités pour la protection et la prévention du travail (articles 126/2, 145 et 146 en projet) puisque les représentants seuls autorisés à siéger dans ces commissions et comités seront des représentants de ces organisations représentatives ou reconnues.

⁵ L'adjectif « Paritaire » n'est pas utilisé dans le texte en vigueur de l'article 144.

2. Ce faisant, le dispositif à l'examen, d'une part, consolide, dans la loi, les cas déjà existants et, d'autre part, instaure de nouveaux cas dans lesquels certaines organisations syndicales sont seules admises au dialogue social et partant traitées, à cet égard, de manière différente par rapport à d'autres organisations syndicales actives au sein des Chemins de fer belges.

S'il peut paraître *a priori* admissible que, pour les organes qui sont une émanation ou un prolongement de la Commission Paritaire Nationale, l'auteur de l'avant-projet veuille s'en tenir à n'attribuer la représentation des travailleurs et à n'ouvrir les procédures d'élections sociales qui mèneront à la composition de certains de ces organes, qu'aux organisations qui sont actuellement représentées au sein de cette Commission Paritaire Nationale, il n'en demeure pas moins que l'exposé des motifs ou le commentaire des articles énumérés, actuellement tous deux déficients sur ce plan, gagnerait à s'en expliquer⁶⁻⁷.

En revanche une justification particulièrement circonstanciée et sérieuse s'impose en ce qui concerne les limitations qu'implique la combinaison de l'article 114/1, alinéa 1^{er}, 3^o, en projet avec les nouvelles définitions prévues à l'article 114/1, alinéas 2 et 3, en projet.

Interrogé sur la portée de l'article 114/1, alinéa 1^{er}, 3^o, en projet, le délégué de la ministre a indiqué que les dispositions légales et réglementaires qui sont visées par les termes « la procédure de préavis et de concertation à l'occasion des conflits sociaux », couvrent le paragraphe 98 du règlement de personnel « Fascicule 548 – Règlement général des relations syndicales » (ci-après le Règlement général).

Or, ce paragraphe 98 du Règlement général est ainsi rédigé :

« 1. Traitement des problèmes sociaux locaux

En cas de problèmes sociaux locaux :

– les trois sociétés des Chemins de fer belges et les organisations reconnues doivent entreprendre les efforts nécessaires pour s'informer et se consulter mutuellement. Si un indice de mécontentement local d'un groupe d'agents sur le terrain survient, quelle qu'en soit l'origine, la hiérarchie directe du ou des services en cause entreprendra un dialogue adéquat avec les organisations reconnues afin d'éviter un conflit social ou les organisations reconnues peuvent prendre contact avec la ligne hiérarchique ;

– en second ressort, si nécessaire, les parties intéressées pourront faire appel à l'intervention du représentant du directeur général HR Rail. Immédiatement, ce dernier mettra sur pied une procédure de conciliation en invitant les représentants des organisations reconnues et leurs conseillers techniques. Il s'assurera que le responsable HR de la société concernée, le directeur général HR Rail et le président du bureau de

⁶ C.C., n° 9/2009, 15 janvier 2009, B.31. Voir également Cour. eur. D.H., arrêt Syndicat national de la police belge c. Belgique, 27 octobre 1975, req. n° 4464/70.

⁷ La Cour constitutionnelle et le Conseil d'État ont admis que la reconnaissance d'organisations syndicales peut être soumise à certaines exigences de représentativité au niveau national dès lors qu'une telle exigence est justifiée par des préoccupations – avancées par le législateur dans les travaux préparatoires –, telles qu'éviter l'émiettement syndical ou avoir devant soi des interlocuteurs suffisamment représentatifs du monde du travail (voir notamment C.C., n° 9/2009, 15 janvier 2009, B.41. et B.42 ; C.C., n° 79/2003, 11 juin 2003, B.5, B.6.1., B.6.2., B.7.1. à B.7.2. et B.8. ; C.E. n° 13.773, 6 novembre 1969, a.s.b.l. Syndicat national de la police belge).

conciliation soient informés des événements. Le directeur général HR Rail mettra tout en œuvre pour lui fournir l'appui nécessaire ;

– en cas de modification structurelle des prestations de service et compte tenu des délais prévus dans le présent accord social, une concertation paritaire sera organisée à temps de sorte que, si elle devait échouer, la procédure normale prévue en cas de préavis de grève puisse être suivie.

2. Procédure de la sonnette d'alarme

Les relations entre les organisations représentant le personnel et la hiérarchie sont réglées par le présent fascicule. L'intervention des organisations reconnues est admise à toute échelle de la hiérarchie [...].

Les demandes formulées par les représentants du personnel sont traitées au sein des réunions paritaires existantes entre la direction concernée et les organisations syndicales.

Au cas où la demande n'aboutit pas à un accord, les intéressés peuvent demander que le sujet soit traité par l'entité concernée et par le directeur général HR Rail qui prendra une initiative dans les trois jours ouvrables, afin d'éviter que le dépôt d'un préavis de grève soit l'unique moyen pour les représentants du personnel d'être entendus par la direction.

3. Le préavis de grève

En cas de conflit social persistant, et si la médiation telle que prévue aux points 1 et 2 n'a donné aucun résultat, un préavis de grève peut être déposé par écrit.

Un préavis de grève, émanant d'une organisation syndicale, n'est recevable que si les conditions suivantes sont réunies:

– il émane des instances nationales des organisations syndicales reprises en annexe au présent fascicule ;

– il est daté et signé par le président de l'organisation syndicale, ou par son représentant national, qui signe pour lui, et envoyé par lettre recommandée, en respectant un délai minimum de 8 jours ouvrables, au président du conseil d'administration de HR Rail avec copie aux présidents des Comités de direction d'Infrabel et de la SNCB et au directeur général HR Rail. À côté de cela, il est aussi envoyé simultanément par courrier électronique aux destinataires susmentionnés. La validité du préavis de grève expire au premier jour de grève annoncé. Il peut être dérogé au délai de préavis si un préavis de grève s'inscrit dans et se limite à un préavis de grève émanant d'une organisation nationale, et interprofessionnelle représentée auprès du CNT ou du CCE auquel l'organisation concernée est affiliée ;

– le préavis de grève doit être motivé, décrire clairement les griefs et/ou les revendications et mentionner précisément à quel(le)s entité(s), direction(s) et groupe(s) de personnel il s'applique, ainsi que le moment et l'endroit où les interruptions de travail interviendront.

Compte tenu de la nature du conflit, le directeur général HR Rail ou son représentant organisera, au plus tard 3 jours ouvrables après réception de la notification écrite du préavis de grève, une réunion du bureau de conciliation [...]. À cette occasion, les organisations reconnues peuvent se faire accompagner par des conseillers techniques.

Le comité de pilotage peut également intervenir sur convocation de son président ou sur demande de l'une des parties, pourvu que cette démarche survienne suffisamment à temps et tôt pour encore permettre une médiation sérieuse.

Toutes les parties impliquées dans cette concertation entreprendront les démarches nécessaires afin d'éviter toute interruption de travail et de trouver une solution acceptable. Dans le cadre de cette négociation, la mise à exécution du préavis fait l'objet, 48 heures à l'avance au moins, d'une communication écrite obligatoire comportant toute l'information nécessaire quant à la nature, l'endroit et le moment de l'interruption de travail.

Si, dans le cours de la négociation, les trois sociétés des Chemins de fer belges avancent une proposition concrète jugée consensuellement constructive, la durée de validité du préavis peut être prolongée le temps nécessaire à l'examen de la proposition.

En cas de conflit social persistant, la procédure de conciliation peut être enclenchée, conformément à la Partie V du présent fascicule.

4. Légitimité des actions sociales

Après consultation du responsable HR de(s) l'entité(s) concernée(s), le directeur général HR Rail peut accepter une action sociale s'il s'agit d'une réaction émotionnelle à une situation exceptionnelle, et pour autant qu'elle réponde à certaines conditions, à savoir :

- elle résulte de circonstances imprévisibles ou imprévues, à considérer comme cas de force majeure ;
- elle est limitée dans sa durée ;
- elle se limite aux agents directement concernés ;
- un dialogue avec les représentants des organisations reconnues concernées n'a pas encore débuté ;
- la sécurité du personnel ou des voyageurs n'est pas compromise.

Chaque interruption de travail dans le cadre d'une action sociale qui ne répond pas aux conditions de préavis et de concertation ou qui, conformément aux dispositions précitées, n'est pas acceptée par le directeur général HR Rail, sera considérée comme une absence injustifiée.

La décision motivée y afférente sera préalablement communiquée aux organisations reconnues pour information.

5. Les procédures prévues valent également pour les organisations syndicales agréées et s'appliquent à l'ensemble du personnel ».

Il en résulte que, dorénavant, pour bénéficier du droit de participer aux procédures de concertation mises en place par ce paragraphe 98 préalables et postérieures au dépôt du préavis de grève et partant du droit de grève⁸ comme tel, il faudra que l'organisation syndicale soit une organisation syndicale représentative ou reconnue, ce qui en exclut des organisations qui, par exemple, ne représentent qu'une catégorie de personnel au sein d'une seule entreprise du Groupe SNCB comme il en existe aujourd'hui.

Or, à l'heure actuelle, une telle limitation au profit des seules organisations représentatives ou reconnues du droit de participer au règlement collectif des conflits sociaux et,

⁸ À cet égard, voir l'avis 52.360/4/AG donné le 26 novembre 2013 sur une proposition d'ordonnance 'modifiant l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence Bruxelles-Propreté en vue d'instaurer un service d'urgence d'enlèvement des immondices en cas de conflit social au sein de Bruxelles-Propreté', spécialement le rappel figurant au point 6, in X. DELGRANGE, « Le président du Parlement et les briseurs de grèves », A.P.T., 2015, pp. 84-91.

corollairement, du droit de grève et de l'obligation de déposer préalablement un préavis, n'est pas prévue. Au contraire, le paragraphe 6 du Règlement général énonce que les organisations « agréées » – dont relèvent actuellement des organisations telles celles qui seront à l'avenir privées de l'exercice de certaines prérogatives liées à la liberté syndicale – bénéficient d'un même régime⁹ identique à celui réservé aux organisations « reconnues », ce que confirme, plus explicitement encore, le point 5 du paragraphe 98 rappelé ci-avant.

Ce faisant, le dispositif en projet porte atteinte à la liberté syndicale telle que garantie par les articles 23 et 27 de la Constitution, l'article 6 de la Charte sociale européenne¹⁰, l'article 28 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme, l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les articles 3 et 10 de la convention n° 87 de l'Organisation internationale du Travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical.

Certes les limitations de l'exercice de la liberté syndicale – et en conséquence du droit de grève – sont admises à la condition que de telles restrictions soient prévues par une loi au sens matériel du terme et soient nécessaires dans une société démocratique en raison d'un motif impérieux d'intérêt général, ce qui implique que la restriction envisagée soit proportionnée à l'objectif légitime poursuivi¹¹⁻¹².

En l'espèce, l'exposé des motifs évoque le souci de « répondre aux conceptions d'usage en matière de représentativité » et le commentaire de l'article 12 précise qu'« [a]u sein des Chemins de fer belges, il est important que le dialogue social, en ce compris les procédures applicables de préavis et de concertation dans le cadre des conflits sociaux, soit fondée sur la participation d'organisations syndicales qui disposent d'un soutien suffisant soit externe, soit interne ».

Cette justification ne permet pas de soutenir à suffisance l'exclusion de certaines organisations syndicales, comme telles, des procédures de concertation en cas de conflits sociaux mises en place par le paragraphe 98 du Règlement général en tant qu'elles constituent une condition de l'exercice légitime du droit de grève.

⁹ Sauf en ce qui concerne les délégués permanents.

¹⁰ Le droit de grève est garanti par l'article 6, § 4, de la Charte sociale européenne, lequel fait partie de celles des dispositions de cette Charte auxquelles la Belgique a souscrit. Or, selon la jurisprudence constante du Comité européen des droits sociaux qui est couramment utilisée par la Cour européenne des droits de l'Homme pour concrétiser la portée du droit de grève déduit de l'article 11 de la Charte sociale européenne, « [l]e fait de réserver la décision de déclencher une grève aux syndicats est conforme à cette disposition pourvu que la constitution d'un syndicat ne soit pas soumise à des formalités excessives [...]. Au contraire, le fait de réserver la décision de déclencher une grève aux seuls syndicats représentatifs ou les plus représentatifs constitue une restriction qui n'est pas conforme à l'article 6 § 4 [...] » (Digest de jurisprudence du Comité européen des droits sociaux, 1^{er} septembre 2008, p. 58, consultable sur www.coe.int). Voir également Comité européen des droits sociaux, Conclusions 2014, France, article 6, § 4.

¹¹ Voir notamment Cour. eur. D.H. (Gde Ch.), arrêt Demir et Baykara c. Turquie, 12 novembre 2008, req. n° 34503/97, n°s 110 et 119 ; Cour. eur. D.H., arrêt Veniamin Tymoshenko and others c. Ukraine, 2 octobre 2014, req. n° 48408/12.

¹² Cour. eur. D.H., arrêt National Union of Rail, Maritime and Transport Workers c. Royaume-Uni, 8 avril 2014, req. n° 31045/10.

L'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de faire apparaître en quoi il y a lieu de réserver à certaines organisations syndicales non seulement le droit de représentation et de concertation, en ce compris celui de participer à des élections sociales en vue de composer les organes au sein desquels cette concertation se déroulera, mais également, en tant que cela approfondit encore le traitement différencié de certaines organisations syndicales, l'un des droits inhérents à l'exercice de la liberté syndicale, à savoir le droit de grève. L'exposé des motifs ou le commentaire des articles – l'article 12, en particulier – doit être dûment complété sur ce point important de l'avant-projet.

Articles 18, 24 et 25

1.1. Les articles 18, 24 et 25 prévoient l'organisation d'élections sociales.

Les procédures électorales, les procédures préliminaires à celles-ci et le nombre de mandats à pourvoir ne sont pas précisés. Il s'agit cependant d'éléments indispensables à la mise en œuvre pratique de ces élections sociales.

1.2. Interrogé sur ce point, le délégué du ministre propose de compléter l'avant-projet en insérant un nouvel alinéa au sein des articles 18, 24 et 25, rédigé comme suit :

« Les modalités d'organisation et de mise en œuvre des élections sociales et le nombre de mandats disponibles sont déterminés et adoptés par la Commission Paritaire Nationale, conformément à la procédure déterminée à l'article 75. Lorsque la majorité requise par l'article 75, alinéa 2, n'est pas atteinte et que la Commission Paritaire Nationale ne peut donc pas adopter les modalités d'organisation et de mise en œuvre ainsi que le nombre de mandats disponibles, le Roi détermine [, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres,] ces modalités et le nombre de mandats disponibles ».

À l'article 18 de l'avant-projet, le texte proposé deviendrait l'alinéa 2 du nouvel article 126/2 de la loi du 23 juillet 1926. À l'article 24 de l'avant-projet, ce texte deviendrait le nouvel alinéa 2, du nouveau paragraphe 2 de l'article 145 de la même loi. À l'article 25 de l'avant-projet, ce texte deviendrait l'alinéa 3 du nouveau paragraphe 1^{er} de l'article 146 de la même loi.

Le délégué du ministre précise que la question de savoir si l'arrêté royal à adopter en cas d'absence d'accord au sein de la Commission paritaire nationale devra être délibéré en Conseil des ministres doit encore être discutée.

2.1. Ces dispositions appellent néanmoins les observations suivantes.

2.2. Les voies de recours possibles à l'encontre des résultats ou du déroulement des élections sociales touchent à la compétence des cours et tribunaux et aux règles de procédure judiciaire, soit des éléments fondamentaux de l'organisation judiciaire et ne concernent qu'indirectement le droit à la négociation collective. Par conséquent, les voies de recours possibles doivent être réglées, à tout le moins dans leurs éléments essentiels, par l'avant-projet.

2.3. Dans un souci de clarté, les termes « Les modalités d'organisation et de mise en œuvre des élections sociales » seront remplacés par les termes « La procédure électorale, la

procédure préliminaire à celle-ci » afin d'aligner le vocabulaire utilisé sur celui utilisé par la loi du 4 décembre 2007 'relative aux élections sociales'.

Article 19

L'article 126/3 en projet a pour objet d'énoncer les « questions » autour desquelles le dialogue social s'articulera dorénavant au travers des nouvelles instances régionales. Cette disposition soulève cependant plusieurs interrogations. Ainsi :

– quels sont les autres organes compétents en matière de dialogue social qui ont la priorité sur les organes du dialogue social régional dès lors que les missions de ces derniers ne sont énumérées, à l'article 126/3, alinéa 1^{er}, en projet, que de manière exemplative par l'utilisation des mots « entre autres » ? Une question similaire se pose à propos de l'article 126/3, § 2, alinéa 1^{er}, en projet ;

– quelle est l'autorité régionale à laquelle se réfère l'article 126/3, § 1^{er}, 2^o, en projet ?

– que vise-t-on, dans cette même disposition, par « les questions qui peuvent indirectement avoir un intérêt pour le personnel » ?

– comment la compétence relative aux œuvres sociales prévues à l'article 126/3, § 1^{er}, 4^o, en projet, se concilie-t-il avec l'article 151, alinéa 1^{er}, en projet qui énonce que « (l)'organisation, la gestion et les autres aspects concernant les œuvres sociales sont réglés dans le statut du personnel et le statut syndical » ?

– pourquoi ne pas établir une liste des questions d'ordre général et des questions de principe qui relèvent de la Commission Paritaire Nationale, ce qui permettrait de créer la clarté quant à la manière dont les compétences de cette commission et celles des commissions paritaires régionales s'organisent ?

Dans un souci de sécurité juridique, ces questions gagneraient à être résolues soit en complétant le dispositif, soit en éclairant mieux la portée de ce dernier dans le commentaire de l'article.

Chapitre 6. – Notification des organismes d'évaluation de la conformité pour les bateaux de plaisance

Observation préalable

Comme le mentionne l'article 27 de l'avant-projet examiné, celui-ci vise pour partie à transposer la directive 2013/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 'relative aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques à moteur et abrogeant la directive 94/25/CE' (ci-après « la directive 2013/53/UE »).

Les principes de technique législative établis par la section de législation du Conseil d'État invitent les auteurs de projets, lors d'une transposition de directive, à établir des tableaux de transposition :

« 191. Établissez deux tableaux de transposition.

191.1. Pour contrôler qu'une directive est transposée correctement et complètement, établissez un tableau de correspondance entre les (subdivisions des) articles de la directive et les (subdivisions des) articles de l'acte de transposition que vous rédigez. Mentionnez également dans ce tableau :

a) les (subdivisions des) articles de la directive qui ont éventuellement déjà été transposés, en correspondance avec les actes de droit interne et les (subdivisions des) articles qui ont procédé à cette transposition ;

b) les (subdivisions des) articles de la directive qui doivent encore être transposés par une autre autorité.

191.2. Pour pouvoir lire chaque article de l'acte de transposition à la lumière des exigences de la directive, établissez aussi un tableau de correspondance entre les (subdivisions des) articles de l'acte de transposition et les (subdivisions des) articles de la directive »¹³.

Les auteurs de l'avant-projet sont invités à communiquer ces tableaux avec le dossier transmis au Conseil d'État¹⁴.

Le dossier adressé au Conseil d'État ne contient pas les tableaux de transposition de la directive concernée ; ceux-ci sont nécessaires pour faciliter l'examen de l'avant-projet de loi ; il convient de les annexer au projet lors de son dépôt à la Chambre des Représentants¹⁵.

Article 28

1. La définition du terme « accréditation » figurant au 1° doit être revue, l'accréditation n'étant pas destinée aux évaluations de la conformité, mais bien aux organismes d'évaluation de la conformité.

2. Au 3°, les mots « les exigences du présent arrêté » sont incorrects et doivent être remplacés par une formulation correspondant aux modalités de transposition en droit belge de la directive 2013/53/UE.

¹³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative ».

¹⁴ *Ibid.*, recommandation n° 241.

Sur l'utilité de ces tableaux, s'agissant de demandes d'avis dans des délais impartis, voir le rapport annuel 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », pp. 47 et sv.

Voir également l'avis 48.989/VR donné le 9 décembre 2010 sur un avant-projet devenu la loi du 1^{er} juillet 2011 'relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques' observation générale 2 (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, n° 1357/1, pp. 53-64).

¹⁵ *Ibid.*, recommandation n° 192.

Voir dans le même sens l'avis 49.536/4 donné le 16 mai 2011 sur un avant-projet devenu le décret du 14 juillet 2011 'portant modification du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2010-2011, n° 399/1, pp. 6-7).

Dans l'attente de la transposition complète de la directive 2013/53/UE ¹⁶, la référence générale à ces articles semble cependant la seule possible.

3. Les références faites, dans la suite du dispositif ¹⁷ aux articles 19 à 24 et à l'annexe I de la directive 2013/53/UE, appellent une observation similaire.

Article 31

Au paragraphe 9, les mots « à moins que cette responsabilité ne soit couverte par l'État membre conformément à son droit national ou que l'évaluation de la conformité ne soit effectuée sous la responsabilité directe de l'État membre » doivent être soit omis, soit modifiés, de manière à ne pas se borner à recopier le texte de l'article 30, paragraphe 9, de la directive 2013/53/UE.

OBSERVATION FINALE

L'attention de l'auteur de l'avant-projet doit être attirée sur le fait que ce dernier omet de transposer l'article 39 de la directive 2013/53/UE, relatif à la procédure de recours à l'encontre des décisions des organismes notifiés.

*

¹⁶ Qu'il conviendrait de définir au 1° et non au 6° de la disposition.

¹⁷ Aux articles 31, §§ 6 et 10, 33, alinéa 4, et 39, §§ 1^{er} et 3, de l'avant-projet.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ moet een voorafgaande regelgevingsimpactanalyse worden uitgevoerd betreffende het voorliggende voorontwerp.
2. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de gewestregeringen betrokken worden bij de uitwerking van hoofdstuk 6 van het voorliggende voorontwerp van wet.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Hoofdstuk 2. – Investeringscel voor het spoor

Artikel 2

Titel I van de wet van 21 maart 1991 ‘betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven’ is laatstelijk gewijzigd bij de wet van 16 december 2015 ‘tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven’.

Het dispositief moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 3

1. Bij het ontworpen artikel 47/2 wordt een Investeringscel voor het spoor opgericht die de bevoegdheid krijgt om “niet bindende” adviezen uit te brengen.

In principe is een advies in rechte niet bindend.

Indien het evenwel nodig is twijfel omtrent de strekking van het begrip “advies” weg te nemen en in herinnering te brengen dat het advies niet bindend is, kan dat het best in de memorie van toelichting of in de bespreking van het artikel gebeuren.

De precisering in het dispositief dat het advies “niet bindend” is, is hoe dan ook onnodig en moet worden weggelaten.

Deze opmerking geldt ook voor het vervolg van het voorontwerp.

2. Artikel 3 van het voorontwerp bepaalt erin dat de adviezen van de Investeringscel voor het spoor “onder meer betrekking [hebben] op (...)”. Op die manier wordt de adviesbevoegdheid van de Investeringscel uitermate ruim omschreven. Dat geldt des te meer daar de Investeringscel uit eigen beweging adviezen kan geven. In de bespreking van de artikelen 2 en 3 worden echter enkel uitdrukkelijk de punten aangehaald die in het ontworpen nieuwe artikel 47/2 van de wet van 21 maart 1991 worden vermeld. Overigens bestaan er reeds verschillende andere adviesorganen.

Op de vraag of het werkelijk de bedoeling van de Regering was om een zo ruime adviesbevoegdheid aan de Investeringscel te verlenen, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat dat niet het geval is en dat de woorden “onder meer” moeten vervallen.

3. Met het oog op de rechtszekerheid en op behoorlijk bestuur, is het aan te bevelen in de tekst de termijn te bepalen waarbinnen de adviezen van de Investeringscel voor het spoor moeten worden gegeven. Er zou op zijn minst uitdrukkelijk moeten worden bepaald dat de Koning een dergelijke termijn vaststelt na afloop waarvan de overheid haar gang kan gaan indien geen advies is uitgebracht.

4. In het ontworpen derde lid moet worden gepreciseerd dat het besluit door de Koning wordt vastgesteld.

Artikel 4

1. In de Franse tekst van artikel 4 van het voorontwerp moet het woord “de” worden ingevoegd in de laatste zin van de nieuwe paragraaf 5 van artikel 162*decies* van de wet van 21 maart 1991, tussen de woorden “Par dérogation à l'article 26, alinéa 2, les éléments visés au § 2, 1° et 2°, sont approuvés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en tant que partie nécessaire à l'exécution des missions de service public de la SNCB” en de woorden “son plan pluriannuel d'investissement”.

2. In een aantal bepalingen van het voorontwerp worden verschillende uitdrukkingen gebruikt:

“minister die toezicht houdt op de NMBS en Infrabel”,¹

“minister die bevoegd is voor de overheidsbedrijven”.²

¹ Artikel 4 (ontworpen artikel 162*decies*, § 5).

² Artikel 4 (ontworpen artikel 162*decies*, § 5).

Omwille van een eenvormige terminologie moet de uitdrukking “minister bevoegd voor de overheidsbedrijven” worden gebruikt, zoals in de wet van 21 maart 1991 na de wijzigingen die recentelijk zijn aangebracht bij een koninklijk besluit van 11 december 2013 ‘houdende hervorming van de structuren van de NMBS Holding, Infrabel en de NMBS’, vastgesteld op basis van de wet van 30 augustus 2013 ‘betreffende de hervorming van de Belgische spoorwegen’,³ en onverminderd de aanwijzing van een “minister bevoegd voor de regulering van het spoorvervoer”.

De afdeling Wetgeving begrijpt niet waarom een nieuwe terminologie wordt ingevoerd; de bestaande terminologie botst trouwens niet met de verdeling van de ministeriële bevoegdheden.

De bepaling moet in het licht van deze opmerking worden herzien en de bespreking van het artikel moet indien nodig worden aangevuld.

Hoofdstuk 3. – Onafhankelijke bestuurders

Artikelen 6 en 7

De bespreking van de artikelen 6 en 7 van het voorontwerp luidt als volgt:

“De artikelen 162*bis* en 207 van de wet van 21 maart 1991 worden gewijzigd opdat de raad van bestuur van de NMBS en van Infrabel elk twee onafhankelijke bestuurders (een Franstalige en Nederlandstalige) onder het huidige aantal leden zou hebben. Het gaat om twee onafhankelijke bestuurders in de zin van het Wetboek van Vennootschappen (met uitzondering van artikel 526*ter*, 5°, c)). Deze wijziging maakt het aldus nuttig dat binnen de raad van bestuur van beide ondernemingen, een kijk van buitenaf wordt gecreëerd op de te maken strategische keuzes alsmede op de beslissingen inzake dagelijks beheer”.

Artikel 526*ter*, eerste lid, van het Wetboek van Vennootschappen somt de voorwaarden op waaraan de onafhankelijke bestuurder moet voldoen, waaronder de voorwaarden vermeld onder 5°, die luiden als volgt:

“a) geen maatschappelijke rechten bezitten die een tiende of meer vertegenwoordigen van het kapitaal, van het maatschappelijk fonds of van een categorie aandelen van de vennootschap;

b) indien hij maatschappelijke rechten bezit die een quotum van minder dan 10% vertegenwoordigen:

– mogen die maatschappelijke rechten samen met de maatschappelijke rechten die in dezelfde vennootschap worden aangehouden door vennootschappen waarover de onafhankelijk bestuurder controle heeft, geen tiende bereiken van het kapitaal, van het maatschappelijk fonds of van een categorie aandelen van de vennootschap;

of

³ Zie inzonderheid artikel 162*nonies* van dezelfde wet.

– mogen de daden van beschikking over die aandelen of de uitoefening van de daaraan verbonden rechten niet onderworpen zijn aan overeenkomsten of aan eenzijdige verbintenissen die het onafhankelijk lid van het bestuursorgaan heeft aangegaan;

c) in geen geval een aandeelhouder vertegenwoordigen die onder de voorwaarden valt van dit punt”.

Die voorwaarden hebben weliswaar betrekking op de onafhankelijke bestuurder in de zin van de artikelen 524, 526*bis*, § 2, et 526*quater*, § 2, van het Wetboek van Vennootschappen, met andere woorden op de onafhankelijke bestuurder die zitting moet hebben in bijzondere omstandigheden die door het Wetboek van Vennootschappen worden geregeld.⁴

De wetgever is bovendien bevoegd om de regels van het Wetboek van Vennootschappen aan te passen aan de bijzondere omstandigheid die hij wenst te regelen. Toch is het voor een goede informatieverstrekking aan het Parlement wenselijk in de bespreking van de artikelen 6 en 7 van het voorontwerp – die hierover overigens niets zeggen – toe te lichten waarom het aangewezen is, in het licht van deze bijzondere context, die voorwaarde te laten vallen luidens welke geen enkele aandeelhouder mag worden vertegenwoordigd die voldoet aan de voorwaarden vermeld onder a) en b) van artikel 526*ter* van het Wetboek van Vennootschappen. Meer in het bijzonder moet worden toegelicht hoe het feit dat die voorwaarde vervalt, geen belemmering kan vormen voor de “kijk van buitenaf” die de steller van het voorontwerp voorstaat.

Artikel 7

In overeenstemming met de gemachtigde van de minister en zoals blijkt uit de bespreking van de artikelen 6 en 7, moeten op het einde van het ontworpen nieuwe derde lid van paragraaf 1 van artikel 207 van de wet van 21 maart 1991 de woorden “Die twee leden behoren tot een verschillende taalrol.” worden toegevoegd.

Hoofdstuk 5. – Wijzigingen van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen

Artikel 11

Om de bijzondere regels en de voorwaarden te definiëren krachtens welke HR Rail de taken vervult die het bij de wet zijn opgelegd wordt bepaald dat wordt gewerkt met een algemene opdrachtenbrief “waarbij naast de Staat en HR Rail ook NMBS en Infrabel betrokken zijn”.

⁴ Artikel 524 van het Wetboek van Vennootschappen regelt namelijk de procedure die moet worden gevolgd voor iedere beslissing of iedere verrichting waarbij een beslissing van een beursgenoteerde vennootschap wordt uitgevoerd; artikel 526*bis*, § 2, heeft betrekking op de samenstelling van het auditcomité dat de beursgenoteerde vennootschappen binnen hun raad van bestuur moeten oprichten, en artikel 526*quater*, § 2, heeft betrekking op de samenstelling van het remuneratiecomité dat binnen de raad van bestuur van die beursgenoteerde vennootschappen moet worden opgericht.

De bevoegdheden die aldus aan de NMBS en Infrabel worden verleend, moeten nauwkeuriger worden omschreven. De “betrokkenheid” van een entiteit kan immers verschillende vormen aannemen, gaande van het meedelen van inlichtingen tot het verlenen van een beslissingsbevoegdheid.

Luidens de bespreking van artikel 11 moet de algemene opdrachtenbrief “de vorm aannemen van een overeenkomst, af te sluiten tussen de Staat, Infrabel, NMBS en HR Rail”. Indien dat inderdaad de bedoeling is, wordt voorgesteld de woorden “waarbij naast de Staat en HR Rail ook NMBS en Infrabel betrokken zijn” te vervangen door de woorden “die de vorm aanneemt van een overeenkomst te sluiten tussen de Staat, Infrabel, NMBS en HR Rail”. Wat in die overeenkomst moet staan behoort in het dispositief nauwkeurig te worden omschreven, indien nodig door te verwijzen naar de relevante artikelen van de wet van 23 juli 1926 ‘betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen’.

Voorts is de uitdrukking “de haar bij deze wet opgelegde taken” in het ontworpen artikel 31/1 onduidelijk. Ze kan dus rechtsonzekerheid doen ontstaan, wat moeilijkheden kan opleveren bij het opmaken van de overeenkomst.

Zo vraagt de afdeling Wetgeving zich bijvoorbeeld af hoe de ontworpen bepalingen zich verhouden tot de machtiging die reeds bij artikel 52, eerste lid, van de wet van 23 juli 1926 aan de Koning is verleend om “de bijzondere regels en voorwaarden [vast te leggen] waaronder HR Rail de opdracht van openbare dienst vervult die haar door artikel 23, 3° is toevertrouwd”; die laatstgenoemde bepaling vermeldt het organiseren en beheren van de sociale dialoog op het niveau van de Belgische Spoorwegen als de taak die de opdracht van openbare dienst van HR Rail vormt.

Artikelen 12 tot 26

1. In het ontworpen artikel 114/1, tweede en derde lid, worden twee begrippen gedefinieerd:

– het begrip “representatieve syndicale organisatie” dat overeenstemt met het begrip dat in het huidige artikel 116, d), van de wet van 23 juli 1926 voorkomt;

– het begrip “erkende syndicale organisatie” dat overeenstemt met het begrip “representatieve syndicale organisatie” waaraan de extra voorwaarde wordt verbonden dat ze “tevens een aantal individueel betalende aangeslotenen telt dat ten minste gelijk is aan 10 procent van het totale effectief van het personeel bij Infrabel, NMBS en HR Rail samen”.

De nieuwe tekst van artikel 114/1, eerste lid, houdt in dat niet alleen het overleg, zoals bepaald in de artikelen 75 en 76 van de wet van 23 juli 1926 voorbehouden is aan de representatieve syndicale organisaties of de erkende syndicale organisaties, zoals nu reeds het geval is, maar ook, de deelname aan “de procedure van aanzegging en overleg naar aanleiding van sociale conflicten overeenkomstig het syndicaal statuut van de Belgische Spoorwegen”, wat verschillend is van de huidige situatie.

Diezelfde representatieve of erkende organisaties zijn voorts ook de enige die zitting mogen hebben in de werkgroepen opgericht in de Nationale Paritaire Commissie (ontworpen artikel 122/1), in het sturingscomité (ontworpen artikel 123), in de gewestelijke paritaire commissies (ontworpen artikelen 126/1 en 126/2), in de strategische bedrijfscomités (ontworpen artikel 128, § 1, tweede lid), in de Nationale Paritaire commissie voor preventie en bescherming op het werk⁵ (ontworpen artikel 144, § 2, tweede lid) en in het Nationaal Comité van de sociale werken en het Nationaal Subcomité van de sociale werken (ontworpen artikel 151). Ze zijn ook de enige die lijsten mogen indienen met kandidaten voor de sociale verkiezingen (ontworpen artikel 114/1, eerste lid, 4°) die worden georganiseerd met het oog op de samenstelling van de gewestelijke paritaire commissies, de Bedrijfscomités voor preventie en bescherming op het werk en de Comités voor preventie en bescherming op het werk (ontworpen artikelen 126/2, 145 en 146) aangezien de enige vertegenwoordigers die gemachtigd zijn in die commissies en comités zitting te hebben, vertegenwoordigers van die representatieve of erkende organisaties zullen zijn.

2. Enerzijds verankert het voorliggende dispositief aldus de reeds bestaande gevallen in de wet, en anderzijds voert het nieuwe gevallen in waarin bepaalde syndicale organisaties als enige mogen deelnemen aan de sociale dialoog en bijgevolg in dat opzicht verschillend worden behandeld in vergelijking met andere syndicale organisaties bij de Belgische Spoorwegen.

Hoewel het voor de organen die afgeleid zijn van of een verlengstuk vormen van de Nationale Paritaire Commissie, *a priori* aanvaardbaar kan lijken dat de steller van het voorontwerp de werknemers enkel wil laten vertegenwoordigen door de organisaties die momenteel in die Nationale Paritaire Commissie zijn vertegenwoordigd en de procedures voor de sociale verkiezingen met het oog op de samenstelling van sommige van die organen enkel voor diezelfde organisaties wil openstellen, zou dat toch moeten worden toegelicht in de memorie van toelichting of in de bespreking van de vermelde artikelen, die op dat vlak nu allebei tekortschieten.⁶⁻⁷

De beperkingen die de combinatie van het ontworpen artikel 114/1, eerste lid, 3°, en de nieuwe definities bepaald in het ontworpen artikel 114/1, tweede en derde lid, met zich brengen, moeten daarentegen bijzonder omstandig en degelijk worden gerechtvaardigd.

Gevraagd naar de strekking van het ontworpen artikel 114/1, eerste lid, 3°, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat de bewoordingen “procedure van aanzegging en overleg naar aanleiding van sociale conflicten” beduiden dat de vermelde wettelijke en verordeningsbepalingen betrekking hebben op paragraaf 98 van het personeelsreglement

⁵ In de geldende tekst van artikel 144 komt het woord “paritaire” niet voor.

⁶ GwH 15 januari 2009, nr. 9/2009, B.31. Zie tevens EHRM 27 oktober 1975, verz. 4464/70, Nationaal Syndicaat van de Belgische Politie t. België.

⁷ Het Grondwettelijk Hof en de Raad van State hebben aanvaard dat voor de erkenning van vakorganisaties bepaalde vereisten inzake nationale representativiteit kunnen worden gesteld, wanneer die ingegeven zijn door de bezorgdheid – die de wetgever in de parlementaire voorbereiding heeft geuit – om de syndicale versnippering tegen te gaan of om met voldoende representatieve gesprekspartners uit de arbeidswereld te maken te hebben (zie inzonderheid GwH 15 januari 2009, nr. 9/2009, B.41 en B.42; GwH 11 juni 2003, nr. 79/2003, B.5, B.6.1, B.6.2, B.7.1 tot B.7.2 en B.8; RvS 6 november 1969, nr. 13.773, Nationaal Syndicaat van de Belgische Politie vzw).

“Bundel 548 – Algemeen reglement voor de syndicale betrekkingen” (hierna het Algemeen reglement genoemd).

Die paragraaf 98 luidt echter als volgt:

“1. De behandeling van lokale sociale problemen

Bij lokale sociale problemen:

– dienen de drie vennootschappen van de Belgische Spoorwegen en de erkende organisaties de nodige inspanningen te doen om elkaar correct in te lichten en te raadplegen. Indien, om welke reden ook, op de werkvloer een lokale mistevredenheid van een groep personeelsleden wordt waargenomen, zal de onmiddellijke hiërarchische lijn van de betrokken dienst(en) een adequate dialoog met de erkende organisaties aanknopen ten einde een sociaal conflict te vermijden of kunnen de erkende organisaties contact opnemen met de hiërarchische lijn;

– kan indien nodig in tweede instantie, door de betrokken partijen, een beroep worden gedaan op de tussenkomst van de vertegenwoordiger van de algemeen directeur van HR Rail. Deze laatste zal dan onmiddellijk een verzoeningsprocedure opstarten en daarbij de vertegenwoordigers van de erkende organisaties en hun technische raadgevers uitnodigen. Hij verzekert er zich van dat de HR-verantwoordelijke van de betrokken vennootschap, de algemeen directeur HR Rail en de voorzitter van het verzoeningsbureau worden ingelicht over de gebeurtenissen. De algemeen directeur HR Rail zal alles in het werk stellen om hem de nodige ondersteuning te bieden;

– zal bij een structurele wijziging van de dienstprestaties en rekening houdend met de in dit akkoord vooropgestelde termijnen, een paritair overleg georganiseerd worden opdat bij een eventueel mislukken van dit overleg het normale proces van stakingsaanzegging kan gerespecteerd worden.

2. Alarmbelprocedure

De betrekkingen tussen de organisaties die het personeel vertegenwoordigen en de overheden worden geregeld in onderhavige bundel. De tussenkomst van de erkende organisaties is toegelaten op al de trappen van de hiërarchie.(...)

De door de vertegenwoordigers van het personeel geformuleerde verzoeken worden behandeld in de schoot van de bestaande paritaire vergaderingen tussen de betrokken leiding en de syndicale organisaties.

Indien geen akkoord wordt bereikt rond het verzoek, kunnen de betrokkenen vragen het onderwerp te behandelen met de betrokken entiteit en de algemeen directeur van HR Rail die binnen de drie werkdagen daartoe een initiatief zal nemen ten einde te vermijden dat het indienen van een stakingsaanzegging voor de vertegenwoordigers van het personeel het enige middel zou zijn om gehoor te vinden bij de leiding.

3. De stakingsaanzegging

In geval van een blijvend sociaal conflict en indien de bemiddeling zoals voorzien onder de punten 1 en 2 tot geen resultaat heeft geleid, kan schriftelijk een stakingsaanzegging worden ingediend.

Een stakingsaanzegging, uitgaande van een syndicale organisatie, is maar ontvankelijk indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

– zij is afkomstig van de nationale instanties van de in de bijlage van onderhavige bundel opgesomde syndicale organisaties;

– zij wordt gedateerd en ondertekend door de voorzitter van de syndicale organisatie of zijn nationaal afgevaardigde die in zijn naam tekent en wordt met inachtneming van een termijn van minimum 8 werkdagen, bij per post aangetekend schrijven overgemaakt aan de voorzitter van de raad van bestuur van HR Rail met afschrift aan de voorzitters van de directiecomités van Infrabel en NMBS en de algemeen directeur van HR Rail. Daarnaast wordt de stakingsaanzegging tegelijkertijd ook via elektronische post overgemaakt aan voornoemden. De geldigheid van de stakingsaanzegging vervalt op de eerste aangekondigde stakingsdag. Van de aanzeggingstermijn kan afgeweken worden indien een stakingsaanzegging zich kadert in en beperkt tot een stakingsaanzegging die uitgaat van een nationale en interprofessionele organisatie, vertegenwoordigd in de NAR of de CRB waar de betrokken organisatie bij aangesloten is;

– de stakingsaanzegging moet gemotiveerd zijn, de grieven en/of eisen duidelijk omschrijven en precies vermelden voor welke entiteit, directie(s) en personeelsgroepen de stakingsaanzegging geldt, wanneer en waar de werkonderbrekingen zullen plaats hebben.

Rekening houdend met de aard van het conflict zal de algemeen directeur of zijn vertegenwoordiger van HR Rail, ten laatste 3 werkdagen na ontvangst van de schriftelijke melding van de stakingsaanzegging een vergadering van het verzoeningsbureau (...) organiseren. Hierbij kunnen de erkende organisaties zich laten vergezellen van technische raadgevers.

Het sturingscomité kan op verzoek van zijn voorzitter of op vraag van één van de partijen, eveneens tussenkomen, voor zover deze tussenkomst tijdig kan gebeuren en nog een ernstige bemiddeling toelaat. Alle partijen die bij dit overleg betrokken worden, zullen de nodige stappen ondernemen om elke neerlegging van het werk te vermijden en een aanvaardbare oplossing te vinden. In het kader van dit overleg maakt de uitvoering van de aanzegging het voorwerp uit van een verplichte schriftelijke mededeling die 48 uur op voorhand moet overgemaakt worden en alle redelijke informatie zal bevatten inzake aard, plaats en tijdstip van de werkonderbreking.

Indien de drie vennootschappen van de Belgische Spoorwegen tijdens het bedoelde overleg een concreet op consensus berustend constructief voorstel voorleggen, kan de geldigheidsduur van de stakingsaanzegging verlengd worden met de tijd die nodig is om het voorstel te onderzoeken.

In geval van blijvend sociaal conflict kan overgegaan worden tot bemiddeling overeenkomstig Deel V van onderhavige bundel.

4. Het aanvaarden van sociale acties

Na raadpleging van de HR-verantwoordelijke van de betrokken entiteit(en), kan de algemeen directeur HR Rail, een sociale actie aanvaarden als het een emotionele reactie is op een uitzonderlijke situatie en mits zij tegelijkertijd aan de volgende voorwaarden beantwoordt:

– zij heeft betrekking op onvoorziene of niet te voorziene omstandigheden, te beschouwen als overmacht;

– zij blijft beperkt in duur;

– zij blijft beperkt tot de rechtstreeks betrokken personeelsleden;

– een dialoog met de vertegenwoordigers van de erkende organisaties werd nog niet aangevat;

– de veiligheid van het personeel of de reizigers komt niet in het gedrang.

Elke werkonderbreking in het kader van een sociale actie die niet voldoet aan de voorwaarden van aanzegging en overleg of die niet door de algemeen directeur HR Rail in toepassing van bovenstaande bepalingen ten uitzonderlijke titel wordt aanvaard, zal beschouwd worden als een onregelmatige afwezigheid.

De gemotiveerde beslissing dienaangaande zal voorafgaandelijk aan de erkende organisaties ter informatie worden medegedeeld.

5. De voorziene procedures gelden eveneens voor de aangenomen organisaties en zijn van toepassing op het geheel van het personeel”.

Daaruit volgt dat een vakorganisatie die wenst te beschikken over het recht om deel te nemen aan de overlegprocedures, waar in die paragraaf 98 voorziet en die voorafgaan aan of volgen op de stakingsaanzegging, en derhalve over het stakingsrecht als zodanig⁸ representatief of erkend moet zijn, waardoor organisaties uitgesloten worden die bijvoorbeeld slechts één personeelscategorie vertegenwoordigen in één enkel bedrijf van de NMBS Groep, zoals er vandaag de dag bestaan.

Op dit ogenblik geldt evenwel geen dergelijke beperking ten voordele van louter de representatieve of erkende organisaties ten aanzien van het recht om deel te nemen aan collectieve pogingen om sociale conflicten bij te leggen en, daarmee samenhangend, ten aanzien van het stakingsrecht en van de verplichting om vooraf een stakingsaanzegging in te dienen. Integendeel, in paragraaf 6 van het Algemeen reglement staat dat de “aangenomen” organisaties – waartoe momenteel organisaties behoren zoals die welke in de toekomst bepaalde prerogatieven in verband met de vakbondsvrijheid niet meer zullen kunnen uitoefenen – hetzelfde regime⁹ genieten als dat voor de “erkende” organisaties, wat een nog uitdrukkelijker bevestiging is van punt 5 van de hierboven aangehaalde paragraaf 98.

Aldus houdt de ontworpen tekst een aantasting in van de vakbondsvrijheid zoals die wordt gewaarborgd door de artikelen 23 en 27 van de Grondwet, door artikel 6 van het Europees Sociaal Handvest,¹⁰ door artikel 28 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, door artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, door artikel 22 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en door de artikelen 3 en 10 van Verdrag nr. 87 van de Internationale Arbeidsorganisatie betreffende de vrijheid tot het oprichten van vakverenigingen en bescherming van het vakverenigingsrecht.

⁸ Zie in dat verband advies 52.360/4/AV, op 26 november 2013 gegeven over een voorstel van ordonnantie ‘tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, teneinde een dringende dienst voor het ophalen van afval op te richten in geval van een sociaal conflict bij Net Brussel’, inzonderheid hetgeen waaraan herinnerd wordt in punt 6, in X. DELGRANGE, “Le président du Parlement et les briseurs de grève”, *A.P.T.*, 2015, 84-91.

⁹ Behalve wat de bestendige afgevaardigden betreft.

¹⁰ Het stakingsrecht wordt gewaarborgd door artikel 6, lid 4, van het Europees Sociaal Handvest, welke bepaling behoort tot die bepalingen van dat handvest waarmee België heeft ingestemd. De vaste rechtspraak van het Europees Comité voor Sociale Rechten die het Europees Hof voor de Rechten van de Mens doorgaans gebruikt om een concreet beeld te geven van de draagwijdte van het stakingsrecht dat voortvloeit uit artikel 11 van het Europees Sociaal Handvest, stelt echter het volgende: “[l]e fait de réserver la décision de déclencher une grève aux syndicats est conforme à cette disposition pourvu que la constitution d’un syndicat ne soit pas soumise à des formalités excessives (...). Au contraire, le fait de réserver la décision de déclencher une grève aux seuls syndicats représentatifs ou les plus représentatifs constitue une restriction qui n’est pas conforme à l’article 6 §4 (...)” (Digest de jurisprudence du Comité européen des droits sociaux, 1 septembre 2008, 58, te raadplegen op www.coe.int). Zie tevens Europees Comité voor Sociale Rechten, Conclusions 2014, Frankrijk, artikel 6, lid 4.

Dat de uitoefening van de vakbondsvrijheid – en bijgevolg van het stakingsrecht – aan beperkingen onderworpen wordt, wordt weliswaar aanvaard op voorwaarde dat ze vastgesteld worden bij een wet in de materiële betekenis van het woord en in een democratische samenleving noodzakelijk zijn om dwingende reden van algemeen belang, wat inhoudt dat de voorgenomen beperking evenredig moet zijn aan de nagestreefde wettige doelstelling.¹¹⁻¹²

In casu wordt in de memorie van toelichting gewag gemaakt van de zorg om te “beantwoorden aan de gangbare opvattingen inzake representativiteit” en in de bespreking van artikel 12 wordt gepreciseerd dat het “[b]innen de Belgische Spoorwegen (...) belangrijk [is] dat deze sociale dialoog, met inbegrip van de geldende procedure van aanzegging en overleg in het kader van sociale conflicten, stoelt op de deelname van syndicale organisaties die hetzij extern, hetzij intern over een voldoende draagvlak beschikken”.

Die verantwoording levert geen voldoende onderbouwing op van het feit dat bepaalde vakorganisaties als zodanig worden uitgesloten van de overlegprocedures bij sociale conflicten, die bij paragraaf 98 van het Algemeen reglement zijn opgezet, voor zover die procedures een voorwaarde vormen voor de wettige uitoefening van het stakingsrecht.

De steller van het voorontwerp moet in staat zijn duidelijk te maken in welk opzicht er grond bestaat om alleen bepaalde vakorganisaties te laten beschikken over niet alleen het recht op vertegenwoordiging en overleg, met inbegrip van het recht om deel te nemen aan sociale verkiezingen met het oog op de samenstelling van de organen waarin dat overleg zal plaatsvinden, maar ook over een van de rechten die onlosmakelijk verbonden zijn met de uitoefening van de vakbondsvrijheid, namelijk het stakingsrecht, in zoverre daardoor de verschillen in de behandeling van vakorganisaties nog groter worden. De memorie van toelichting of de bespreking van de artikelen – in het bijzonder die van artikel 12 – moet terdege worden aangevuld wat dit belangrijk punt van het voorontwerp betreft.

Artikelen 18, 24 en 25

1.1. De artikelen 18, 24 en 25 voorzien in de organisatie van sociale verkiezingen.

De verkiezingsprocedures, de procedures die aan de verkiezingsprocedures voorafgaan en het aantal te vervullen mandaten worden niet nader bepaald. Dat zijn nochtans onontbeerlijke gegevens voor het eigenlijke houden van die sociale verkiezingen.

1.2. Als antwoord op een vraag hierover heeft de gemachtigde van de minister voorgesteld om de artikelen 18, 24 en 25 van het voorontwerp aan te vullen met een nieuw lid, luidende:

“De nadere regels voor de organisatie en het houden van de sociale verkiezingen en het aantal beschikbare mandaten worden bepaald en vastgesteld door de Nationale

¹¹ Zie inzonderheid EHRM (Grote Kamer) 12 november 2008, *Demir en Baykara v. Turkije*, verz. 34503/97, 110 en 119; EHRM 2 oktober 2014, *Veniamin Tymoshenko e.a. v. Oekraïne*, verz. 48408/12.

¹² EHRM 8 april 2014, *National Union of Rail, Maritime and Transport Workers v. Verenigd Koninkrijk*, verz. 31045/10.

Paritaire Commissie, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 75. Wanneer de meerderheid, vereist bij artikel 75, tweede lid, niet is bereikt en de Nationale Paritaire Commissie de nadere regels voor de organisatie en het houden van de sociale verkiezingen en het aantal beschikbare mandaten dus niet kan vaststellen, bepaalt de Koning [bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad] die nadere regels en het aantal beschikbare mandaten.”

In artikel 18 van het voorontwerp zou de voorgestelde tekst het tweede lid worden van het nieuwe artikel 126/2 van de wet van 23 juli 1926. In artikel 24 van het voorontwerp zou die tekst het nieuwe tweede lid vormen van de nieuwe paragraaf 2 van artikel 145 van dezelfde wet. In artikel 25 van het voorontwerp zou die het derde lid vormen van de nieuwe paragraaf 1 van artikel 146 van dezelfde wet.

De gemachtigde van de minister wijst erop dat de vraag of in de Ministerraad overleg moet worden gepleegd over het koninklijk besluit dat moet worden vastgesteld wanneer er binnen de Nationale Paritaire Commissie geen overeenstemming is, nog moet worden uitgepraat.

2.1. Die bepalingen geven niettemin aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.2. De mogelijkheden om beroep in te stellen tegen de uitslag of het verloop van de sociale verkiezingen houden verband met de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken en met de regels van de gerechtelijke procedure, met andere woorden met fundamentele elementen van de gerechtelijke organisatie, die slechts onrechtstreeks betrekking hebben op het recht op collectieve onderhandeling. De mogelijkheden om beroep in te stellen, of op zijn minst de wezenlijke elementen ervan, moeten bijgevolg door het voorontwerp worden geregeld.

2.3. Voor de duidelijkheid moeten de woorden “De nadere regels voor de organisatie en het houden van de sociale verkiezingen” worden vervangen door de woorden “De verkiezingsprocedure, de procedure die aan de verkiezingsprocedure voorafgaat”, zodat de gebruikte terminologie in overeenstemming is met de terminologie van de wet van 4 december 2007 ‘betreffende de sociale verkiezingen’.

Artikel 19

In het ontworpen artikel 126/3 worden de “aangelegenheden” opgesomd waarover de sociale dialoog voortaan via de nieuwe regionale instanties plaatsvindt. Die bepaling roept echter verschillende vragen op. Bijvoorbeeld:

– welke zijn de andere organen die bevoegd zijn inzake sociale dialoog en die voorrang hebben op de organen van regionale sociale dialoog, aangezien van de opdrachten van de laatstgenoemde organen in het ontworpen artikel 126/3, eerste lid, een louter enuntiatieve opsomming gegeven wordt met de woorden “onder meer”? Een soortgelijke vraag rijst in verband met het ontworpen artikel 126/3, § 2, eerste lid;

– welke is de gewestelijke overheid waarnaar wordt verwezen in het ontworpen artikel 126/3, § 1, 2°?

– wat wordt in diezelfde bepaling bedoeld met “de vraagstukken die voor het personeel onrechtstreeks van belang kunnen zijn”?

– hoe vallen de bevoegdheden inzake sociale werken, bepaald in het ontworpen artikel 126/3, § 1, 4°, te rijmen met het ontworpen artikel 151, eerste lid, waarin wordt gesteld dat “[d]e organisatie, het beheer en de andere aspecten met betrekking tot sociale werken (...) in het personeelsstatuut of het syndicaal statuut [worden] geregeld”?

– waarom zou men geen lijst opmaken van de kwesties van algemene aard en van de beginselkwesties die onder de bevoegdheid van de Nationale Paritaire Commissie vallen, zodat duidelijkheid zou worden geschapen over de manier waarop de bevoegdheden van die commissie en van de regionale paritaire commissies geregeld zijn?

Omwille van de rechtszekerheid zou uitsluitel moeten worden gegeven over die vragen, ofwel door het dispositief aan te vullen ofwel door de strekking ervan duidelijker toe te lichten in de bespreking van het artikel.

Hoofdstuk 6. – Aanmelding van conformiteitsbeoordelingsinstanties voor pleziervaartuigen

Voorafgaande opmerking

Zoals vermeld wordt in artikel 27 van het voorliggende voorontwerp voorziet dat artikel in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2013/53/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 ‘betreffende pleziervaartuigen en waterscooters en tot intrekking van Richtlijn 94/25/EG’ (hierna “richtlijn 2013/53/EU” genoemd).

In de beginselen van de wetgevingstechniek, opgesteld door de afdeling Wetgeving van de Raad van State, worden de stellers van ontwerpen verzocht om bij de omzetting van richtlijnen omzettingstabellen op te maken:

“191. Maak twee omzettingstabellen op.

191.1. Om te controleren of een richtlijn correct en volledig wordt omgezet, maak een concordantietabel op met de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn en van de er mee overeenstemmende (onderdelen van de) artikelen van de door u opgestelde tekst die in de omzetting voorziet. Vermeld eveneens in deze tabel:

a) de artikelen van de richtlijn die eventueel reeds zijn omgezet, alsmede de overeenstemmende teksten van intern recht en de artikelen waarbij de richtlijn is omgezet;

b) de artikelen van de richtlijn die door een andere instantie nog moeten worden omgezet.

191.2. Om ieder artikel van de tekst die in de omzetting voorziet te kunnen lezen in het licht van de vereisten van de richtlijn, maak eveneens een concordantietabel op met de (onderdelen van de) artikelen van de tekst die in de omzetting voorziet en de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn”.¹³

¹³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”.

De stellers van het voorontwerp worden verzocht die tabellen samen met het dossier aan de Raad van State bezorgen.¹⁴

In het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden, ontbreken de omzettingstabellen van de richtlijn in kwestie; ze zijn nochtans nodig om het onderzoek van het voorontwerp van wet te vergemakkelijken en moeten bij het ontwerp worden gevoegd wanneer dat bij de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt ingediend.¹⁵

Artikel 28

1. De definitie van de term “accreditatie” in de bepaling onder 1° moet worden herzien, aangezien de accreditatie geen betrekking heeft op de conformiteitsbeoordeling, maar wel op de conformiteitsbeoordelingsinstanties.

2. De woorden “de eisen van dit besluit” in de bepaling onder 3° zijn niet correct en moeten worden vervangen door een formulering die overeenstemt met de nadere regels voor de omzetting in Belgisch recht van richtlijn 2013/53/EU.

In afwachting van de volledige omzetting van richtlijn 2013/53/EU¹⁶ lijkt echter alleen een algemene verwijzing naar die artikelen mogelijk.

3. De verwijzingen die in het vervolg van de tekst¹⁷ worden gemaakt naar de artikelen 19 tot 24 en naar bijlage I van richtlijn 2013/53/EU geven aanleiding tot een soortgelijke opmerking.

Artikel 31

In paragraaf 9 moeten de woorden “tenzij de wettelijke aansprakelijkheid op basis van zijn nationale recht door de lidstaat wordt gedekt of de lidstaat zelf rechtstreeks verantwoordelijk is voor de conformiteitsbeoordeling” ofwel worden weggelaten, ofwel aldus worden gewijzigd dat in de tekst niet louter de bewoordingen van artikel 30, lid 9, van richtlijn 2013/53/EU worden overgenomen.

¹⁴ *Ibid.*, aanbeveling 241. Zie over het nut van die tabellen in het kader van adviesaanvragen binnen gestelde termijnen het jaarverslag 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tab “De instelling”, 47 e.v.

¹⁵ *Ibid.*, aanbeveling 192. Zie in dezelfde zin advies 49.536/4, op 16 mei 2011 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 14 juli 2011 ‘houdende wijziging van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden’ (*Parl.St. W.Parl.* 2010-11, nr. 399/1, 6-7).

¹⁶ Welke richtlijn in de bepaling onder 1° zou moeten worden gedefinieerd in plaats van in de bepaling onder 6°.

¹⁷ In de artikelen 31, §§ 6 en 10, 33, vierde lid, en 39, §§ 1 en 3, van het voorontwerp.

SLOTOPMERKING

De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat het voorontwerp niet voorziet in de omzetting van artikel 39 van richtlijn 2013/53/EU, betreffende de beroepsprocedure tegen besluiten van de aangemelde instanties.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY